

*L'Adresse*

• (1725)

[Français]

Finalement, je voudrais féliciter tous ceux et celles qui ont remporté la dernière élection. Il est évident que les responsabilités que nous avons à titre de parlementaires sont importantes. Mais de passer le test de l'électorat c'est parfois, je dirais toujours, excessivement difficile. Et chacun et chacune d'entre nous mérite évidemment des félicitations pour avoir réussi ce test. Personnellement, je voudrais remercier les électeurs et les électrices de ma circonscription de Papineau—Saint—Michel qui, pour une neuvième fois, m'ont renouvelé leur confiance et me permettent de siéger à nouveau au Parlement du Canada.

**Des voix: Bravo!**

**M. Ouellet:** Permettez-moi de me situer par rapport au chef de l'opposition qui s'exprime avec conviction et qui présente, à l'occasion de ce débat, une thèse que je ne peux accepter. Alors que, lui, veut construire, créer un nouveau pays, moi, je veux améliorer le pays que j'ai. Il m'apparaît évident qu'il est tout aussi sincère dans sa démarche que je puisse l'être. Il vient comme moi d'une région rurale du Québec; lui, du lac Saint-Jean, moi, du Bas-Saint-Laurent, de Saint-Pascal—Kamouraska. Mon père était médecin de campagne, mon grand-père était cultivateur. J'ai fait toutes mes études en français. J'ai pu, dans ce pays qui est le mien, obtenir à maintes occasions la confiance et le respect d'une majorité de gens qui ne parlent pas ma langue, qui n'ont pas ma culture et qui n'ont pas les mêmes traditions que j'ai.

Quoique minoritaire, j'ai pu faire mon travail, j'ai pu assumer des responsabilités dans ce pays, sans aucune difficulté. Lui-même est venu à un moment donné assumer des responsabilités très importantes dans un gouvernement canadien. Lui-même a accepté de représenter son pays, le Canada, à l'étranger. On l'appelait même «Excellence» et il acceptait bien ce terme. Or, ce pays est un pays de grande tolérance, de grande compassion, de grandes possibilités pour tous ceux et celles qui veulent bien en profiter.

Le chef de l'opposition est un habile plaideur. Et je l'écoutais développer son argumentation. Je dois dire qu'au passage, il a le sens d'arrondir un peu les événements et de caricaturer la réalité.

Il n'y a aucun doute que lorsqu'il s'est référé à l'Accord du lac Meech et lorsqu'il a parlé des démarches de l'Entente de Charlottetown, pas une fois a-t-il rappelé que le Parti québécois, la maison-mère du Bloc québécois, ne voulait que l'Accord du lac Meech ou que l'Accord de Charlottetown passe. À aucun moment donné! Ceux qui veulent avoir la plénitude des pouvoirs, et j'accepte cette possibilité, j'accepte que des gens puissent vouloir avoir la plénitude des pouvoirs dans un État, dans un pays séparé, indépendant du Canada, mais que l'on ne vienne pas nous faire accroire que l'Accord du lac Meech ou l'Accord de Charlot-

tetown aurait satisfait les gens du Bloc québécois ou les gens du Parti québécois.

• (1730)

Donc, que l'on ne vienne pas accuser ceux qui pouvaient être contre l'Accord du lac Meech comme étant des traîtres au Québec. On a dit beaucoup de choses sur le premier ministre qui avait des réticences et des objections à certains aspects de l'Accord du lac Meech.

Or, pourquoi serait-ce plus sérieux pour le premier ministre qui à l'époque était un simple citoyen, M. Chrétien, de s'opposer à l'Accord du lac Meech et d'être moins québécois que M. Parizeau qui lui aussi s'opposait à l'Accord du lac Meech?

En réalité, dans ce débat politique, il est évident que l'on ne s'entendra jamais. Cela fait 30 ans, a rappelé le chef de l'opposition, qu'il y a des gens qui désespérément, année après année, essaient de convaincre les Québécois qu'ils seraient mieux indépendants que dans le Canada.

Or pendant tout ce temps, je rappelle à ceux qui sont ici devant nous, pas ceux des extrémités, mais ceux qui sont au centre ici, qu'ils ont pu profiter du système démocratique, du système fédéral canadien pour faire valoir leur point de vue, pour faire avancer leur argumentation, et cela dans le plus grand respect de la démocratie et dans le plus grand respect des opinions des individus.

C'est une situation exceptionnelle, que l'on ne rencontre pas dans tous les pays du monde. J'écoutais tout à l'heure le chef de l'opposition faire une référence, et c'est lui qui l'a faite, alors je n'en parle que parce que lui-même en a parlé, je prends mes précautions pour ne pas être mal cité par les journalistes, il a dit qu'il y avait un certain nombre de pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, qui avaient obtenu leur indépendance, leur souveraineté nationale, et pourquoi cela ne serait pas le tour du Québec d'obtenir la sienne. Or, il le sait très bien.

Dans mes fonctions de ministre des Affaires étrangères, je suis allé justement discuter avec des représentants de tous ces pays de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale, à l'occasion de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Et combien de ces gens—qu'ils soient de la Croatie, de la Géorgie, d'autres parties de l'Europe qui viennent d'obtenir leur indépendance—combien de ces gens changeraient leur nouvelle indépendance pour devenir citoyens de la province de Québec dans le Canada? Ils seraient très heureux d'être Canadiens.

Le chef de l'opposition a cette manie de toujours vouloir retourner au référendum de 1981 pour prétendre que le premier ministre à l'époque avait, et je le cite parce que j'ai pris des notes: «mené l'assaut contre le Québec.» Pourquoi aurait-il mené l'assaut contre le Québec? Ce que le député de Saint-Maurice faisait à ce moment-là, c'était de défendre le Canada. Il n'était pas contre le Québec, il était pour le Canada. Aujourd'hui, beaucoup de gens considèrent qu'il est important et utile de défendre le Canada.